



Child Care Advocacy Association of Canada **Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance**



Message du conseil d'administration

L'année dernière a été une année très occupée pour l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance (ACPSGE). Nous avons réussi à accomplir beaucoup malgré nos moyens financiers limités. Nous avons mis l'accent sur le renforcement de nos liens avec nos partenaires et sur le rétablissement de nos liens avec les partis politiques fédéraux. Nous avons participé une fois de plus aux consultations prébudgétaires fédérales. Nous avons déposé des mémoires sur les services de garde et le rôle du gouvernement fédéral en matière de réduction de la pauvreté devant le Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées (HUMA). Et nous avons rencontré de nombreux députés libéraux, néodémocrates et bloquistes pour discuter de l'avenir des services de garde au Canada.

Au cours de l'année dernière, deux de nos partenaires syndicaux ont organisé des tournées pancanadiennes et une des thématiques abordées était la question des services de garde. L'ACPSGE a joué un rôle central dans ces deux tournées. Grâce à ces partenariats, nous avons pu renouer avec des militantes et militants de longue date de toutes les régions du pays et nous avons eu le plaisir d'accueillir de nouveaux membres. Nos remerciements au Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) et à l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC) ainsi qu'aux bénévoles qui ont fait des présentations en notre nom dans le cadre de ces forums.

Le conseil d'administration a aussi jugé important d'investir dans une rencontre en face à face. C'est ainsi qu'en collaboration avec le SCFP et l'AFPC, l'ACPSGE a organisé un forum sur les politiques de deux jours, les 14 et 15 mars 2010. Des représentantes et représentants d'organismes variés et provenant de divers secteurs ont discuté de la gestion, de la gouvernance et de la prestation des services de garde au Canada. Divers modèles de prestation publique, sans but lucratif et à but lucratif ont été examinés. On s'est aussi penché sur des expériences internationales. Nos craintes relatives à la menace grandissante que constituent les grandes chaînes de garderies privées au Canada ont été confirmées. Le forum de deux jours a pris fin sur une discussion de préparatifs en vue des prochaines élections fédérales.

Au cours des prochains mois, nous comptons bien bâtir sur ces travaux et mettre en œuvre la campagne Nous avons besoin de services de garde, une idée qui a germé lors pendant le forum sur les politiques. Nous continuerons aussi d'exprimer nos craintes par rapport aux chaînes de garderies privées et de faire valoir les raisons pourquoi l'intérêt public est mieux servi par un réseau de services de garde publics ou sans but lucratif financé à même les fonds publics.

Veuillez noter que l'ACPSGE a vécu des changements de personnel au cours de l'année. Susan Harney a quitté ses fonctions de consultante auprès de l'organisation pour s'occuper de sa santé. Le conseil d'administration tient à profiter de cette occasion pour remercier Susan de ses nombreuses années de service au C.A. de l'ACPSGE et plus récemment à titre de consultante. Nous avons sincèrement apprécié sa passion, son enthousiasme et ses convictions, ainsi que son soutien indéfectible pour l'ACPSGE.

Après avoir dépendu pendant deux ans de nombreux contrats de courte durée pour soutenir le travail de l'organisation, en 2009-2010, le conseil d'administration a décidé d'opter la formule d'un contrat

Suite à la page 5...

Rapport annuel 2009 - 2010

L'ACPSGE soumet le nom de Rita Chudnovsky pour le Prix du Gouverneur général en commémoration de l'affaire « personne »

Ce prix annuel est décerné en octobre. Il a été établi en 1979 pour l'anniversaire de l'affaire « personne » et honorer cinq femmes d'Alberta, dont la détermination a entraîné une victoire mémorable dans la lutte pour l'égalité des femmes au Canada. Ces cinq femmes célèbres n'ont pas seulement obtenu le droit pour les femmes de siéger au sénat, mais leurs actions et leurs efforts ont pavé la voie aux femmes, leur permettant de participer à d'autres aspects de la vie publique.



photo : Shawn Nygren

L'ACPSGE a été très fière de soumettre le nom de Rita Chudnovsky en 2009 pour ce prix. Rita a fait la promotion des services de garde dans une perspective d'égalité des femmes pendant toute sa vie professionnelle et dans le cadre de son engagement bénévole. Le dilemme des services de garde ne porte pas uniquement sur le droit des femmes en tant que mères. Il s'agit également de respect pour les femmes qui fournissent des soins aux autres¹. Dans ses propres mots...

« Cela a rapport aux femmes! Ça ne concerne pas uniquement le droit des femmes d'être actives sur le marché du travail – aussi important que cela puisse être. C'est beaucoup plus gros que cela. Notre lutte pour des services de garde universels et financés par l'État ébranle des valeurs profondément ancrées à propos des soins fournis aux autres, la sphère du travail à la maison et dans l'économie traditionnellement réservée aux femmes».

Chudnovsky 2009.

De 1995 à 2002, Rita a contribué bénévolement de son temps et de son expertise aux activités de l'ACPSGE, représentant la Colombie-Britannique au conseil d'administration. Pendant cette période, son esprit de leadership et son talent les consensus ont permis de créer, par exemple, le Conseil des défenseurs des services de garde, dont elle fut la première présidente. Grâce à ce conseil, l'ACPSGE peut parler au nom de divers secteurs. Son mandat est d'établir des politiques, des stratégies et des campagnes de promotion générales pour guider nos travaux.

Même si Rita a quitté le conseil d'administration de l'ACPSGE depuis fort longtemps, son militantisme continue d'inspirer des femmes partout au pays. Rita, en collaboration avec beaucoup d'autres personnes, a contribué considérablement à la reconnaissance publique dont jouissent aujourd'hui les services de garde dans ce pays.

Merci, Rita!

¹ Dans une enquête récente réalisée auprès d'éducatrices à la petite enfance en C.-B., environ la moitié de ces professionnelles détentrices d'un diplôme d'études collégiales gagnait moins de 16 dollars l'heure. Ces chiffres s'appliquent à des personnes ayant vingt ans d'expérience dans le domaine.

À propos de l'ACPSGE

L'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance (ACPSGE) travaille avec ses partenaires à ce que tous les enfants aient le droit à une place dans un système de services de garde de qualité inclusif, sans but lucratif et subventionné par l'État. Notre organisation est sans but lucratif, composée de membres et représentative des régions.

L'ACPSGE poursuit les objectifs suivants:

- services de garde servant d'assise à des politiques familiales
- progressistes.
- droit de tous les enfants à une place dans un système de services
- de garde financés à même les fonds publics
- système de services de garde intégrés, inclusifs, accessibles, abordables, de grande qualité et sans but lucratif éventail de services de garde pour les enfants de zéro à douze ans.

Pour atteindre ces objectifs, l'ACPSGE travaille avec ses membres et partenaires afin de connaître leurs priorités en matière de politiques familiales et de services de garde, de les renseigner sur les services éducatifs et de garde à l'enfance de qualité, abordables et accessibles, d'élaborer des politiques, de trouver des solutions aux obstacles pour accéder aux services, de s'attaquer au manque de services et d'aider les parents, les fournisseurs de services de garde, les intervenantes et intervenants du secteur et les autres membres de la collectivité à faire entendre leurs voix.

L'ACPSGE participe à des initiatives pour sensibiliser le public aux services de garde et renforcer l'appui pour des services qui correspondent aux besoins des familles. Nous travaillons en collaboration avec des organisations provinciales et territoriales de services de garde, des organismes de justice sociale et tous les ordres de gouvernement.

Les services de garde - un droit humain

L'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance est fière de participer en collaboration avec la Coalition of Child Care Advocates of BC (groupe de défense et de promotion des services de garde en C.-B.) à une initiative intitulée Les services de garde : un droit.

Le mouvement des services de garde est le produit d'un enjeu au cœur même du mouvement des femmes et, en ce sens, il est normal que l'on revienne à la source pour explorer la question des services de garde du point de vue des droits des femmes, des enfants et des familles.

Pour l'essentiel, l'initiative consiste à examiner les obligations du Canada à l'égard des femmes, des enfants et des familles en matière de services de garde découlant de traités internationaux. Nous nous concentrons sur la Convention relative aux droits des enfants (CRC) et l'Observation générale N° 7, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Le comité des droits de l'enfant prévoit examiner les rapports du Canada à sa 57^e séance, en mai et juin 2012. La réunion du groupe de travail présessionnel aura lieu en février 2012. Les ONG doivent soumettre leurs rapports trois mois avant la présession. Nous devons donc déposer notre mémoire en novembre 2011.

Vous aussi vous pouvez participer à cette initiative. Voici comment :

Parlez-en dans votre entourage.

- Encouragez les autres à se prononcer sur les droits humains, y compris les services de garde en tant que droit.
- Pour de plus amples renseignements, rendez-vous à : <http://www.acpsge.ca/resources/projects/CCisaRight.php>. À mesure que des documents paraîtront, nous les afficherons dans notre site web.
- Communiquez avec nous à info@ccaac.ca si vous voulez recevoir une copie de notre projet de mémoire lorsqu'il sera prêt afin de déterminer si vous, ou si votre organisation, souhaitez l'appuyer.

AvonsBesoinServicesDeGarde.ca

Le jour de la fête des Mères, l'ACPSGE lançait une nouvelle campagne de promotion virtuelle : AvonsBesoinServicesDeGarde.ca. Cette campagne permet de recueillir des histoires, des photos et des vidéos, mettant en relief les raisons pourquoi les services de garde sont importants pour les gens.

Depuis de nombreuses années, des études et des recherches empiriques démontrent l'importance du rôle des gouvernements dans l'élaboration des politiques de services de garde et dans leur financement. Pourtant, il nous arrive d'oublier que le laxisme en matière de services de garde et l'absence de leadership gouvernemental ont de véritables conséquences pour les enfants, les familles et les collectivités au Canada. Cette campagne vise à recueillir et à partager des histoires – vos histoires.

Par exemple, une mère habitant en milieu rural au Manitoba raconte :

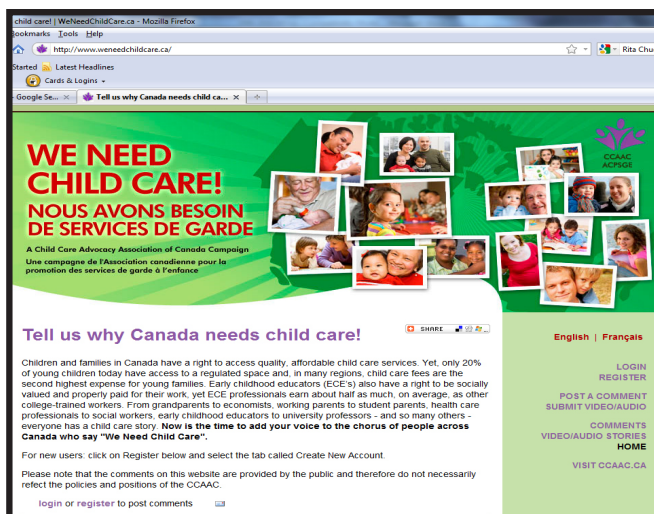
Je vis dans une collectivité rurale quelque peu isolée et je peux confirmer les énormes avantages pour ma famille des services de garde de qualité et réglementés. L'accès à une petite garderie locale a eu des conséquences formidables pour notre famille et mes quatre enfants. Mon conjoint et moi avons pu travailler sans nous inquiéter et nous demander « qui va s'occuper des enfants aujourd'hui ». Et les enfants se sont réellement épanouis dans ce milieu de garde exceptionnel.

Nous ne sommes pas des agriculteurs, mais beaucoup de nos voisins le sont. La garderie offre des horaires flexibles et prolongés pour répondre aux besoins des familles agricoles. C'est énorme pour leur sécurité, et pas seulement pour la sécurité des enfants, mais également pour celle des parents qui peuvent se concentrer sur leurs tâches plutôt que de s'inquiéter de leurs enfants. Au fil des années, il y a eu de nombreux accidents tragiques sur les fermes : des enfants renversés ou tués par des équipements lourds. De tels accidents sont tout à fait évitables. Tous les enfants, où qu'ils vivent au Canada, méritent un milieu de vie et d'apprentissage de qualité et sécuritaire.

À mon avis, il serait plutôt facile d'avoir accès à des services de garde de qualité au Canada si seulement monsieur Harper examinait et suivait les recommandations des experts pour la création d'un programme national de services de garde à l'enfance. Depuis des années, les défenseurs des services de garde et les chercheurs étudient des façons de mettre en œuvre un programme national de services de garde, mais le gouvernement Harper refuse d'écouter.

Félicitations aux militants et militantes qui ne lâchent pas!

Veuillez prendre quelques minutes de votre temps pour visiter le site web de la campagne et partager votre histoire avec nous.



Suite de la page 1...

de travail unique de deux ans à temps partiel. C'est ainsi que nous avons retenu les services de Jody Dallaire comme coordonnatrice de l'ACPSGE. Malheureusement, parfois les plans les mieux concoctés finissent en queue de poisson! Au moment de la rédaction de ce rapport, nous apprenons que Jody a accepté un poste à temps plein pour la Fédération du travail du Nouveau-Brunswick. Elle quittera donc son poste à l'ACPSGE en août 2010. Jody a donné beaucoup à l'ACPSGE au cours des neuf dernières années, dont six à siéger au C.A. Elle a été un atout extraordinaire pour l'organisation. Porte-parole bilingue de l'ACPSGE, elle nous a aidés à demeurer centrés sur les réalités quotidiennes de la crise des services de garde au Canada pour les enfants, les familles, les éducatrices et les collectivités. Nous lui souhaitons tout le succès dans ses nouvelles fonctions et nous sommes convaincus que les services de garde l'accompagneront dans sa nouvelle carrière.

Merci aussi aux nombreuses et nombreux bénévoles qui ont consacré de leur temps à faire progresser les services de garde au Canada. Plus que jamais, les bénévoles sont au cœur de notre travail. Merci aussi à nos consultantes, notamment à Kim Nelson grâce à qui nos communications atteignent de nouveaux sommets, à Jocelyne Tougas et Suzanne Bernard, pour leurs services de traduction livrés en temps opportun, et à Connie Brigham qui tient les dossiers de nos membres à jour. Nos sincères remerciements à vous toutes pour l'aide que vous nous apportez et pour votre engagement à l'endroit des services de garde.

Sensibiliser l'opinion publique et politique à ce qui constitue de bonnes politiques en matière de services de garde et des investissements efficaces est un travail important. Nous avons fait des progrès à cet égard. Le grand public comprend que le gouvernement a un rôle à jouer et doit intervenir dans les services de garde.

Notre action militante et celle d'autres organisations de la société civile doivent se poursuivre malgré les menaces qui nous guettent dans le contexte politique actuel. Par ailleurs, comme beaucoup le savent, la menace des chaînes de garderies privées s'aggrave. Il faut donc continuer nos efforts pour les contrer. Notre expérience et la recherche empirique ont démontré qu'une approche fondée sur les lois du marché ne donne pas les services de garde de qualité et abordables dont a besoin le Canada.

Recevez l'expression de nos meilleurs sentiments,

Jolene Giles, représentante de la Nouvelle-Écosse

Andrea Calver, représentante de l'Ontario

Thelma Randall, représentante du Manitoba

Ann McCrorie, représentante de la Saskatchewan

Lynell Anderson, représentante de la Colombie-Britannique

Portrait des finances

Grâce à la générosité de nos membres et de nos partenaires, notamment le mouvement syndical, l'ACPSGE a commencé l'année financière 2009-2010 avec 111 000 \$ d'actifs nets (2008-2009 : 125 000 \$) et des revenus reportés de 38 000 \$ (2008-2009 : 84 000 \$) en fonds de campagnes.

Durant l'année financière 2009-2010, l'ACPSGE a reçu environ 16 000 \$ sous forme d'adhésion de membres (2008-2009 : 15 000 \$).

Le conseil d'administration de l'ACPSGE tient à remercier quelques organisations en particulier pour leur contribution financière substantielle. En 2009-2010, l'ACPSGE a reçu des dons totalisant 65 000 \$ (2009-2009 : 90 000 \$) du Syndicat canadien de la fonction publique, du BC Government and Service Employees' Union, de la Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et d'infirmiers, de l'Alliance de la Fonction publique du Canada et de la Fédération des enseignantes et enseignants du secondaire de l'Ontario. Au début de 2010-2011, l'ACPSGE a également reçu une contribution financière du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes.

Les dépenses ont totalisé approximativement 113 000 \$ en 2009-2010 (2008-2009 : 164 000 \$), pour un déficit de 30 000 \$ (2008-2009 : 14 000 \$) et une réduction de l'actif net à 81 000 \$ au 31 mars 2010 (111 000 \$ au 31 mars 2009). Un don de campagne de 5 000 \$, moins des dépenses de 2 000 \$, a généré une hausse nette du revenu reporté de 3 000 \$, portant le solde de compte à 41 000 \$ à la fin de l'exercice financier.

Les personnes qui souhaitent plus de détails sur les finances de l'organisation peuvent s'adresser à info@ccaac.ca et obtenir le bilan et les états financiers complets.